**Deuxième session ordinaire, 2022**

29 août au 1er septembre 2022, New York

Point 8 de l’ordre du jour provisoire

**Visites sur le terrain**

**Rapport de la visite sur le terrain du Conseil d’administration du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS au Bangladesh,
26 au 30 juin 2022**

1. **Introduction**
2. Dans le cadre de la visite annuelle sur le terrain du Conseil d’administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et du Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets (UNOPS), une délégation de six membres s’est rendue en République populaire du Bangladesh du 26 au 30 juin 2022. Son objectif était d’aider le Conseil d’administration à mieux comprendre la manière dont les Nations Unies travaillent avec le gouvernement du Bangladesh en vue d’atteindre ses priorités nationales en matière de développement dans le contexte du programme de réforme élargi des Nations Unies et du Programme de développement durable à l’horizon 2030 (pour connaître les détails de l’objet de la visite, voir l’annexe 3 disponible sur le site Web du Conseil d’administration). Cette visite portait également sur la transition du Bangladesh du Groupe des pays les moins avancés (PMA) d’ici 2026. Le programme avait notamment pour but d’observer les opérations menées sur le terrain par les Nations Unies et les organismes participants ainsi que leur travail au sein de l’équipe de pays des Nations Unies ; d’appréhender le lien entre les stratégies et les programmes des organisations au sujet des priorités nationales de développement et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable ; de comprendre la mise en œuvre des politiques et des stratégies des organisations aux niveaux national, local et régional ; et de discuter de l’impact des stratégies ainsi que des programmes des organisations et du système des Nations Unies pour le développement (SNUD) dans son ensemble. Cette délégation de six membres était conduite par S.E. Mme Yoka Brandt, Présidente du Conseil d’administration du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS ainsi qu’Ambassadrice et Représentante permanente du Royaume des Pays-Bas auprès des Nations Unies (consultez l’annexe 1 pour prendre connaissance de la liste complète des membres de la délégation).
3. La délégation tient à remercier le gouvernement du Bangladesh pour son accueil et le temps qu’il lui a accordé. Elle souhaite également remercier les organismes des Nations Unies pour la diversité et la pertinence des projets explorés ainsi que des réunions auxquelles elle a pris part. La délégation a pu observer les opérations de terrain des Nations Unies et des agences participantes, ainsi que leur travail au sein de l’équipe de pays des Nations Unies, notamment à l’occasion de visites de sites et de réunions en milieux ruraux et urbains. Des remerciements chaleureux sont également adressés à l’équipe de pays du Bangladesh pour la préparation et l’organisation minutieuse de la visite conjointe sur le terrain ainsi qu’au secrétariat du Conseil d’administration pour son soutien continu et à tous les partenaires qui ont pu participer aux échanges.
4. La visite comprenait des réunions avec des représentants du gouvernement au niveau national : la Division des relations économiques (Economic Relations Division, ERD) du ministère des Finances, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Santé et de la Famille, la Division des collectivités locales du ministère des Collectivités locales, du Développement rural et des coopératives, le ministère de l’Environnement, des Forêts et du Changement climatique, la Direction générale de l’administration des médicaments ainsi que la Division des technologies de l’information et de la communication du ministère des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l’information. Des réunions ont également eu lieu avec des représentants du gouvernement au niveau des localités et des districts à Cox’s Bazar, ainsi qu’avec des représentants du système des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires, tant à Dhaka qu’à Cox’s Bazar.
5. La délégation a visité les sites de plusieurs projets qui bénéficient de l’aide des Nations Unies, notamment le Programme national de réduction de la pauvreté urbaine (National Urban Poverty Reduction Programme, NUPRP) à Dhaka et à Cox’s Bazar, connu par le gouvernement du Bangladesh sous le nom de Projet d’amélioration des moyens de subsistance des communautés urbaines pauvres [PNUD, Volontaires des Nations Unies (VNU)] ; un projet de décharge de déchets solides et de réduction des catastrophes (PNUD), un espace adapté aux femmes ainsi qu’un centre communautaire dirigé par des femmes (UNFPA) et un dispensaire pour personnes âgées (UNOPS) dans les camps de réfugiés rohingya ; l’hôpital Sadar [UNFPA, Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation mondiale de la santé (OMS)] à Cox’s Bazar ; ainsi qu’un programme sur la santé menstruelle et de soutien à l’hygiène pour les adolescentes [UNFPA avec le Programme alimentaire mondial (PAM)] à Dhaka. La délégation a également visité un laboratoire à Dhaka (UNOPS), a assisté à une réunion des parties prenantes du Programme national de résilience (PNR) (PNUD, UNOPS, ONU Femmes) et a rencontré l’équipe du projet Aspire to Innovate (a2i) [Fonds d’équipement des Nations Unies (FENU), UNICEF, UNFPA, Organisation internationale du travail (OIT), UNOPS, Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO)]. Pour obtenir un aperçu du programme, consultez l’annexe 2.
6. Ce rapport évoque les principales réflexions de la délégation du Conseil d’administration et porte sur les cinq principaux thèmes de sa visite : (1) les réalisations en matière de développement et le retrait du statut de PMA, (2) le genre, (3) le changement climatique, (4) la réponse à la crise des rohingyas, et (5) la coordination entre les organisations des Nations Unies ainsi qu’avec le gouvernement et les autres parties prenantes.
7. **Contexte**
8. Pour sa première visite de pays du Conseil du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS depuis 2019, la délégation se réjouit d’avoir pu se rendre au Bangladesh. En effet, le pays présente un impressionnant bilan en matière de croissance et de développement. Soutenue par un dividende démographique, d’importantes exportations de vêtements prêts-à-porter, des transferts de fonds et des conditions macroéconomiques stables, la croissance de son économie compte parmi les plus rapides au monde au cours des dernières décennies. La lecture de ces importants résultats en matière de développement doit toutefois tenir compte de la vulnérabilité du pays aux chocs, dont certains sont de nature transfrontalière. Cette visite a permis de constater directement le déroulement du processus de transition du Bangladesh, dont l’objectif ultime vise le retrait de la liste des PMA prévu pour 2026 et l’obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d’ici 2031. La délégation a également pu observer les opportunités et les défis que pose une telle transition.
9. Le Bangladesh reste l’un des pays les plus densément peuplés au monde. Sa population, actuellement estimée à 170 millions d’habitants, pose le défi de la prospérité pour toutes et tous. Il s’agit d’une perspective tout à fait unique.
10. Le Bangladesh entretient des relations de longue date avec le PNUD, l’UNFPA ainsi que l’UNOPS, et travaille également en étroite collaboration avec le programme VNU et le FENU. Par conséquent, la délégation a souhaité observer l’évolution de la participation des organismes à l’atteinte des objectifs de développement du pays à travers les années. Elle a également porté attention au soutien de ces derniers tout au long du processus de transition en matière de développement, de problématiques humanitaires et climatiques.
11. **Principaux thèmes de la visite sur le terrain**
12. **Sortie de la catégorie des PMA**
13. La délégation a été impressionnée par les progrès du Bangladesh en matière de développement depuis son indépendance. Ce pays donne au monde une formidable leçon de développement et de réduction de la pauvreté. Après avoir été l’une des nations les plus pauvres dès sa création en 1971, le Bangladesh a atteint le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015. Le pays est désormais en passe de sortir de la liste des PMA des Nations Unies en 2026. La croissance annuelle de son produit intérieur brut (PIB) a été de 6 % en moyenne, tandis que le revenu par habitant est passé de 754 à 1 909 dollars des États-Unis. Le taux de pauvreté est passé de 48,9 % en 2000 à 20,5 % en 2019 à partir du seuil de pauvreté international établi à 1,90 dollar par jour. En outre, la production alimentaire a triplé entre 1973 et 2019 et des améliorations ont également été notées dans de nombreux aspects des résultats en matière de développement humain. Le pays a beaucoup à offrir en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, ces opportunités pourraient être étudiées plus avant.
14. Au cours des dernières années, le Bangladesh a fait face à de nombreux défis en matière de développement, notamment l’arrivée de plus de 745 000 rohingyas qui ont fui la violence au Myanmar mais également plusieurs catastrophes liées au climat dont les inondations dévastatrices qui ont ravagé le nord-est du pays lors de la visite. Comme d’autres pays, le Bangladesh a été fortement touché par la pandémie de COVID-19, qui a freiné l’activité économique et annihilé certains des progrès réalisés au cours de la dernière décennie. La croissance du PIB est revenue à 6,9 % au cours de l’exercice 2021 après l’assouplissement des mesures de restriction liées à la pandémie. Cette année, le conflit en Ukraine et son impact sur les questions liées à l’approvisionnement ainsi que sur les prix des denrées alimentaires et de l’énergie vont également affecter l’économie du Bangladesh.
15. Dans le cadre de ses efforts en vue d’obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d’ici 2031, plusieurs opportunités et défis à long terme en lien avec le maintien de ces excellents résultats en matière de développement et l’adoption progressive d’une croissance durable, inclusive et verte ont été portés à l’attention de la délégation.
16. La vulnérabilité du pays au changement climatique et aux catastrophes naturelles arrive au premier plan. Les catastrophes liées au climat réduisent le PIB d’environ 1 %. Il sera donc essentiel de faire face à ces événements et de poursuivre la transition de la réponse aux catastrophes vers le renforcement de la résilience, comme le montre le PNR.
17. La croissance démographique et l’urbanisation rapide se sont avérées être de puissants catalyseurs de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Toutefois, le déplacement de la pauvreté des zones rurales vers les zones urbaines présente d’ores et déjà de nombreux défis. En outre, comme il est prévu que 50 % de la population vive dans des zones urbaines d’ici 2050, la poursuite de cette urbanisation rapide pourrait constituer une menace pour le futur développement du pays. La mise en place d’une stratégie de gestion de l’urbanisation et de création d’emplois, ainsi que des programmes de lutte contre la pauvreté urbaine tels que le NUPRP est essentielle.
18. En outre, toute stratégie de transition douce vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devra porter sur la création d’emplois et de débouchés pour la majorité des jeunes entrant sur le marché du travail afin de diversifier les exportations au-delà de l’industrie du prêt-à-porter, ainsi que sur l’établissement d’un environnement politique favorable aux investissements du secteur privé. En complément de ces mesures, il conviendra d’investir dans le capital humain et de mettre en place une main-d’œuvre qualifiée prête à soutenir cette transition économique.
19. Cette sortie s’accompagnera d’une réduction de l’aide directe au développement et limitera l’accès aux modalités de financement spécifiquement destinées aux PMA. Il conviendrait que le gouvernement et les partenaires pour le développement abandonnent la coopération basée sur des projets au profit d’une plus large palette d’engagements ainsi que de partenariats stratégiques. Il est également essentiel de consolider la base de ressources nationales et de créer un environnement favorable pour le secteur privé.
20. **Questions d’égalité des genres**
21. Davantage d’efforts devront être entrepris pour défendre l’autonomisation économique des femmes et l’égalité des genres afin d’obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ainsi qu’une croissance et une gouvernance transformatrices, participatives et inclusives. Cela implique que les femmes et les autres groupes actuellement sous-représentés bénéficient d’une représentation égale et significative dans le développement économique et politique du pays, et que leurs droits soient pleinement respectés. L’égalité d’accès à l’éducation pour les filles à l’éducation ainsi que celle du marché du travail pour les femmes doivent également être rendues possibles à tous les niveaux. Plus encore, la garantie de l’accès aux services de santé sexuelle et reproductive ainsi que la reconnaissance des droits en la matière sont essentielles. De telles évolutions sont cruciales aux fins de la réalisation du Programme 2030, de même que le respect du principe directeur du SNUD qui consiste à « ne laisser personne de côté ».
22. Au Bangladesh, les enjeux que constituent la violence basée sur le genre (VBG) et le mariage des enfants demeurent inchangés. Le Bangladesh dispose d’un cadre politique et juridique viable en matière de promotion de l’égalité des genres et de prévention des pratiques néfastes et de la VBG. La mise en application de ces politiques et lois pourrait toutefois être améliorée. La délégation a été impressionnée par la participation des femmes issues des communautés des programmes visités ainsi que par leur forte détermination à aborder les questions de genre. Cet engagement pourrait être davantage soutenu, notamment par les autorités locales et centrales.
23. En comparaison avec les hommes, les femmes sont de plus en plus vulnérables aux conséquences du changement climatique et aux autres chocs extérieurs. La nécessité de mettre l’accent sur des solutions équitables s’est clairement imposée dans tous les projets d’action climatique au Bangladesh, notamment lors des visites rendues aux communautés de réfugiés climatiques à Cox’s Bazar.
24. Le programme pilote de nutrition urbaine et de santé menstruelle de l’UNFPA et du PAM utilise la technologie blockchain pour améliorer la santé menstruelle des adolescentes et des femmes dans les bidonvilles urbains de Dhaka. Grâce à cette technologie innovante, l’UNFPA et le PAM ne se contentent pas de fournir une aide aux adolescentes et aux femmes, mais encouragent également les changements de comportement afin d’éliminer toute forme de stigmatisation à l’égard de la santé et l’hygiène menstruelles, consolident les connaissances nutritives et contribuent à mettre fin au mariage des enfants.
25. L’un des principaux objectifs de l’équipe du projet de l’hôpital Sadar de Cox’s Bazar, rencontrée lors de ces visites, porte sur l’intégration de services de santé sexuelle et reproductive ainsi que la réponse à la violence basée sur le genre dans le cadre d’un effort global d’amélioration du système de santé. L’attention accordée par l’hôpital Sadar aux les sages-femmes et à la santé sexuelle et reproductive pourrait contribuer de manière significative à surmonter les obstacles à l’éradication des décès maternels. L’exemple de cet hôpital pourrait être mis en application dans d’autres régions du pays à condition de disposer de financements, y compris publics, améliorés et pérennes.
26. Dans les camps de réfugiés rohingya à Cox’s Bazar, la violence basée sur le genre, tout comme les normes de genre dominantes, constitue une préoccupation permanente. Dans l’un de ces camps, la délégation a visité un espace adapté aux femmes ainsi qu’un centre communautaire dirigé par des femmes. Au total, l’UNFPA soutient 26 espaces adaptés aux femmes sur place et huit dans la communauté d’accueil environnante. Ces derniers fournissent des services intégrés de santé sexuelle et reproductive ainsi que de lutte contre la VBG aux femmes et aux filles en situation vulnérable. En raison des perspectives incertaines de retour en toute sécurité au Myanmar, les femmes et les filles rohingyas, en particulier, vivent des situations stressantes qui sont à l’origine de traumatismes et de souffrances. Le soutien mental et psychologique fourni dans ces centres offre aux femmes un espace sûr et solidaire. En outre, l’UNFPA soutient 10 centres communautaires dirigés par des femmes pour contribuer à l’avancement de l’égalité des sexes, promouvoir une masculinité positive ainsi que soutenir l’autonomisation des femmes et des filles par le biais d’activités de développement des compétences.
27. **Changements climatiques**
28. Le Bangladesh est l’un des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. Le pays est régulièrement confronté à des catastrophes de différentes natures : cyclones, crues soudaines, glissements de terrain, températures extrêmes, élévation du niveau de la mer... Le changement climatique diminue les gains globaux de développement du Bangladesh et entrave ses progrès dans pratiquement tous les aspects de la vie. Il est donc essentiel, dans le cadre du développement durable du pays, d’adopter une approche globale d’atténuation et d’adaptation de ses effets. Le gouvernement du Bangladesh a pris des mesures significatives pour élaborer des politiques adéquates en la matière ainsi que pour en garantir le financement. Un fonds d’affectation spéciale pour lutter contre le changement climatique a été mis en place et 1 % du PIB est actuellement consacré à l’action climatique. Cependant, le financement reste un problème de taille. Le gouvernement reconnaît qu’il est nécessaire d’adopter une approche sociétale et gouvernementale globale. Plusieurs politiques ont été mises en place à cette fin.
29. Le développement et la mise en œuvre du PNR, un partenariat entre le gouvernement du Bangladesh, le PNUD, ONU Femmes et l’UNOPS, ont renforcé les capacités du pays en matière de réponse aux catastrophes afin de mieux tenir compte de leur constante évolution. La réussite du programme a été confirmée par les donateurs, les représentants du gouvernement et les autres parties prenantes à l’occasion d’une réunion tenue par la délégation avec les parties prenantes du PNR. L’importance de la poursuite du PNR est incontestable. Un financement suffisant devra cependant être fourni.
30. Le nombre de réfugiés climatiques augmente rapidement en raison des changements climatiques. Contraintes de quitter leurs maisons et leurs moyens de subsistance, ces personnes ont tendance à se réfugier dans les villes, où elles cherchent un emploi ainsi que de meilleures opportunités économiques. Le Bangladesh est par conséquent confronté à une urbanisation rapide et non planifiée. Les communautés de réfugiés climatiques s’installent généralement dans des logements de mauvaise qualité, souvent sans accès aux services essentiels tels que l’eau courante et l’électricité. Cette situation exerce à son tour une forte pression sur la gestion des villes.
31. Afin d’observer la mise en œuvre du NUPRP, la délégation a visité une communauté de réfugiés climatiques à Samity Para, à Cox’s Bazar. Ce projet est soutenu par le PNUD et le programme des VNU. La délégation a eu l’occasion d’écouter les points de vue des représentants de la communauté (principalement des femmes et des filles) et de connaître les répercussions du projet sur leur quotidien. Ce dernier a renforcé l’autonomie des femmes et des jeunes filles vivant dans les communautés concernées et leur a donné la possibilité de jouer un rôle important dans les prises de décision. Par conséquent, leur statut socioéconomique s’est amélioré, elles ont acquis des compétences et certaines d’entre elles ont même créé des entreprises. Le niveau d’éducation des filles s’est amélioré. Cependant, le programme doit relever le défi de garantir un financement pérenne auprès d’un nombre en constante croissance de réfugiés climatiques, tout en répondant à leurs besoins.
32. Bien que de nombreux efforts soient entrepris par le gouvernement pour lutter contre le changement climatique, des progrès en matière de protection et d’assainissement de l’environnement doivent encore être réalisés. L’UNOPS a travaillé avec le gouvernement et des universités pour évaluer les effets du changement climatique sur les infrastructures locales et a réfléchi a l’élaboration de stratégies et d’interventions d’atténuation des problèmes identifiés. Des politiques plus efficaces et applicables concernant la pollution de l’air, la gestion des déchets solides, la gestion des déchets d’égouts et les plastiques à usage unique sont néanmoins requises.
33. La délégation a rendu visite à l’équipe du projet Sustainable Solutions to Solid Waste (des solutions durables aux déchets solides) mis en place par le PNUD. Ce projet répond à la crise des rohingyas au Bangladesh ainsi qu’au besoin urgent de gérer les déchets solides dans les communautés d’accueil et les camps de réfugiés. Initialement conçu pour répondre aux besoins des camps de réfugiés et des communautés d’accueil, ce projet pourrait être efficacement appliqué dans toutes les régions du pays au bénéfice de diverses communautés. Il pourrait également engendrer des opportunités de génération de revenus. Toutefois, outre l’absence de financement suffisant à long terme, le manque d’accès à la terre constitue un défi de taille.
34. **La réponse à la crise des rohingyas**
35. Depuis des décennies, le peuple rohingya fait l’objet d’une discrimination systématique et subit l’apatridie ainsi que des violences ciblées dans l’État de Rakhine, au Myanmar. Ces persécutions ont contraint depuis de nombreuses années des femmes, des filles, des garçons et des hommes rohingyas à se rendre au Bangladesh, plus particulièrement à la suite des violentes attaques de 1978, de 1991-1992 et, plus récemment, de 2016. C’est néanmoins en août 2017 que le Bangladesh a connu l’afflux le plus important et le plus rapide de rohingyas sur son territoire. Depuis lors, près de 745 000 rohingyas – dont plus de 400 000 enfants – ont fui vers Cox’s Bazar. En mars 2019, plus de 909 000 rohingyas apatrides résident dans les *upazilas* (régions administratives) d’Ukhiya et de Teknaf. La grande majorité d’entre eux vivent dans 33 camps extrêmement encombrés, dont le plus grand site unique, le site d’expansion de Kutupalong-Balukhali, qui accueille environ 626 500 rohingyas déplacés.
36. La crise des rohingyas a fait de Cox’s Bazar le plus grand camp de réfugiés au monde. Un pourcentage élevé de rohingyas sont des jeunes qui, bien qu’ayant bénéficié d’une éducation ou d’une formation professionnelle, sont désœuvrés dans une très large mesure. D’après l’expérience acquise dans d’autres situations similaires, cela pourrait constituer un défi au regard du développement, de la paix et de la sécurité futurs du Bangladesh à l’intérieur et à l’extérieur de ses frontières.
37. Le gouvernement du Bangladesh, bien que le rapatriement des réfugiés figure en tête de ses priorités, doit être félicité pour son engagement à assurer un soutien à la population rohingya. Sa réponse est mise en œuvre par le biais du Groupe de coordination intersectorielle (ISCG), du Plan d’intervention conjoint et du Bureau du Commissaire en charge de l’aide et du rapatriement des réfugiés (RRRC). Le gouvernement et les organisations des Nations Unies coordonnent leur réponse à la crise des rohingyas.
38. Les camps semblent être bien gérés. Des services essentiels, de la nourriture, des soins de santé et d’autres aides sont fournis, et les mesures d’atténuation des catastrophes ont été couronnées de succès. Les rohingyas bénéficient d’une formation professionnelle et une partie des enfants reçoivent un enseignement conforme au programme scolaire du Myanmar. Malgré ces efforts, la situation des rohingyas, en raison de leur statut d’apatrides, de leur dépendance à l’aide et des perspectives incertaines de retour, reste extrêmement précaire.
39. L’afflux des rohingyas à Cox’s Bazar, en raison des conséquences sur les communautés d’accueil qu’il occasionne, entraîne parfois l’augmentation de la concurrence et la fragilisation de la cohésion sociale. Au fil du temps, l’évolution de la croissance démographique au sein des communautés de réfugiés devra faire l’objet d’une prise en charge globale.
40. Les causes profondes de leur situation critique au Myanmar n’ont pas été traitées. Le RRRC a également fait savoir à la délégation que les efforts de retour des rohingyas sont entravés par le refus du gouvernement du Myanmar de reconnaître ses propres citoyens. L’absence de volonté politique de la part du Myanmar de s’attaquer à la crise des rohingyas appelle la communauté internationale à placer cette question en tête des priorités internationales.
41. L’ERD a également fait savoir à la délégation que le gouvernement du Bangladesh a pour objectif d’assurer le retour « volontaire et digne » des rohingyas dans leur pays. Le rapatriement étant l’objectif phare, les projets des Nations Unies sont approuvés sur une base annuelle. Le système des Nations Unies devra pondérer cette exigence avec la nécessité de mettre en œuvre des programmes intégrés ainsi qu’une planification pluriannuelle tout en faisant un usage souple des fonds de développement.
42. Étant donné que le gouvernement distingue l’aide humanitaire aux rohingyas à court terme (dans le cadre du Plan d’intervention conjoint) de l’aide au développement destinée à la communauté d’accueil, la situation des rohingyas n’est pour le moment pas reflétée de manière conséquente dans le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Bangladesh. La communauté humanitaire continue néanmoins de déterminer les points d’ancrage par le biais desquels elle sera en mesure de promouvoir les interventions favorisant la résilience des rohingyas et de la communauté d’accueil, notamment celle des femmes et des jeunes, ainsi que la planification pluriannuelle dans de nombreux domaines. Ils comprennent notamment l’approvisionnement en énergie, l’adaptation au climat, l’introduction de programmes pluriannuels d’éducation et de développement des compétences, ainsi que l’amélioration à moyen et long terme de la prestation de services en matière de santé ou de protection sociale.
43. Tous les interlocuteurs gouvernementaux, au niveau national comme au niveau local, ont exprimé leur reconnaissance à l’égard de l’important travail du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS, ainsi que d’autres organisations des Nations Unies en appui à la réponse du Bangladesh à la crise des rohingyas.
44. **Coordination entre les organisations des Nations Unies, le gouvernement et les autres parties prenantes**
45. Le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2022-2026), formulé conjointement par le gouvernement du Bangladesh et l’équipe de pays des Nations Unies, constitue le cadre conjoint du SNUD visant à soutenir les priorités et les objectifs nationaux tels que formulés dans le huitième plan quinquennal (8FYP). Ce cadre est axé sur la réalisation du Programme 2030 ainsi que sur la sortie durable de la catégorie des PMA vers l’obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.
46. Les documents contenant les programmes de pays des organismes en lien avec le Bangladesh sont alignés sur le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. En outre, une stratégie de suivi et d’évaluation ainsi que des mécanismes d’analyse des données nationales ont été approuvés. Ceux-ci aident le gouvernement, en particulier les ministères, à prendre des décisions en matière de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Ils renforcent également le partenariat entre le gouvernement et le système des Nations Unies en ce qui concerne l’utilisation des données et visent à harmoniser les investissements, les rôles et les responsabilités du gouvernement ainsi que des partenaires pour le développement.
47. L’équipe de pays des Nations Unies travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Bangladesh. La délégation a pu témoigner de la qualité de l’ambiance de travail ainsi que de la coordination au sein de l’équipe de pays des Nations Unies, et plus particulièrement entre les organisations des Nations Unies concernées (le PNUD, l’UFNPA et l’UNOPS). La délégation a apprécié la qualité des relations entre les trois agences et le gouvernement, et plus particulièrement le travail du Représentant résident du PNUD, le plus ancien représentant, alors responsable de la conduite de la plupart des réunions avec le gouvernement et ses fonctionnaires. Le Coordinateur résident était présent sur place six semaines avant la visite de la délégation, et les nouveaux représentants de l’UNFPA et de l’UNOPS, moins d’une semaine avant.
48. Il convient de mentionner que la coopération entre les organisations des Nations Unies à Cox’s Bazar semble bonne et que l’ensemble du personnel des Nations Unies s’engage à soutenir la réponse à la crise des déplacés rohingyas. L’efficacité et l’efficience de la coordination, afin d’éviter autant que possible les doublons et les chevauchements de structures, doivent toutefois rester de mise. De même, il convient de ne pas sous-estimer l’importance d’un dialogue efficace entre le gouvernement local et les organisations des Nations Unies qui travaillent dans les camps.
49. La visite des communautés de réfugiés climatiques à Cox’s Bazar a mis en évidence la qualité du partenariat entre les autorités locales, le PNUD et le programme des VNU. La communauté locale a déclaré que le projet avait servi de passerelle entre la communauté et le gouvernement local ainsi qu’avec le gouvernement national.
50. Le travail effectué par le programme des VNU au Bangladesh en complément de celui des organismes rend véritablement service à l’ensemble du SNUD et mérite à cet égard une reconnaissance toute particulière. L’accent mis sur la participation des femmes, des jeunes et des autres groupes concernés contribue également à la réalisation des ODD.
51. L’équipe de pays des Nations Unies au Bangladesh est un groupe dont l’engagement à contribuer à l’obtention de résultats de développement force l’admiration. La récente arrivée du nouveau Coordonnateur résident ainsi que de plusieurs nouveaux chefs d’organismes pourrait donner un nouvel élan à l’initiative Unité d’action des Nations Unies. Il est essentiel que les Nations Unies et le gouvernement, sous la direction du Coordinateur résident, travaillent de concert ; y œuvrer garantira la responsabilité du SNUD au regard des résultats de la mise en œuvre du Programme 2030.
52. La délégation a pu témoigner de la qualité de l’atmosphère de travail ainsi que de la coordination au sein de l’équipe de pays des Nations Unies, et plus particulièrement entre les organisations des Nations Unies concernées (le PNUD, l’UFNPA et l’UNOPS).
53. **Principales observations et recommandations**
54. Le Bangladesh donne au monde une formidable leçon de développement ainsi que de réduction de la pauvreté. Le pays a beaucoup à offrir en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, notamment concernant la transition des stratégies de réponse aux catastrophes vers celles qui portent sur le renforcement de la résilience. D’autres pays pourraient en outre bénéficier d’approches innovantes telles que le projet a2i. Ces possibilités pourraient être étudiées plus avant par le pays et les Nations Unies avec la participation éventuelle du Bureau des Nations unies dans le cadre de la coopération Sud-Sud.
55. Dans le cadre des efforts entrepris en vue d’obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d’ici 2031, plusieurs opportunités et défis à long terme, en lien avec le maintien de ces excellents résultats en matière de développement et l’adoption progressive d’une croissance durable, inclusive et verte, ont été portés à l’attention de la délégation. Parmi ces opportunités et défis figure la nécessité d’abandonner progressivement les interventions de réponse aux catastrophes au profit de la poursuite d’activités d’amélioration de la résilience aux changements climatiques, d’élaborer des stratégies visant à gérer l’urbanisation et à créer des emplois, ainsi que de diversifier les exportations.
56. L’obtention d’un financement suffisant et pérenne constitue un défi de taille. Les interlocuteurs ont fréquemment exprimé leur inquiétude au sujet de l’incertitude relative à la durabilité du financement et la continuité des interventions. Il conviendrait que le gouvernement et les partenaires pour le développement abandonnent la coopération établie sur des projets au profit d’une plus large palette d’engagements ainsi que de partenariats et de financements stratégiques. Il est également essentiel de consolider la base de ressources nationales et de créer un environnement favorable pour le secteur privé.
57. Le chemin vers l’obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devra être ponctué d’efforts en faveur de l’autonomisation économique des femmes et l’égalité des genres, accompagnés d’une croissance et d’une gouvernance transformatrices, participatives et inclusives. Les cadres politiques et juridiques en vigueur, bien que robustes, doivent être mis en œuvre et appliqués de manière adéquate. Il convient en outre de continuer de chercher des approches de la réponse aux changements climatiques favorables à l’égalité entre les genres ainsi que d’intensifier les projets efficaces en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, de lutte contre la violence basée sur le genre ainsi que de promotion des changements de comportement.
58. L’ampleur des besoins en matière d’adaptation au climat et d’atténuation de ses conséquences requiert un financement adéquat. Il convient d’adopter une approche sociétale et gouvernementale globale. À cet égard, plusieurs politiques ont été mises en œuvre (comme le PNR), lesquelles nécessiteront des investissements et une attention continus. Des politiques plus efficaces et applicables concernant la pollution de l’air, la gestion des déchets solides, la gestion des déchets d’égouts et les plastiques à usage unique sont également requises.
59. La crise des rohingyas a fait de Cox’s Bazar le plus grand camp de réfugiés au monde. Le gouvernement du Bangladesh, bien que le rapatriement des réfugiés figure en tête de ses priorités, doit être félicité pour son engagement à assurer un soutien à la population rohingya. Les rohingyas restent dans une situation extrêmement précaire. Les causes profondes de leur situation critique au Myanmar n’ont pas été traitées et leur avenir reste incertain. Une réponse plus appuyée et mieux coordonnée à la crise des rohingyas est requise de la part de la communauté internationale, y compris au niveau politique.
60. Le système des Nations Unies peine à concilier la nécessité de mettre en œuvre des programmes intégrés et de mener une planification pluriannuelle avec les pratiques gouvernementales actuelles. Le gouvernement pourrait trouver un intérêt à repenser ce processus, d’autant plus que l’approbation des projets des Nations Unies s’étale actuellement entre 18 et 24 mois. Cela pourrait avoir un impact sur la capacité des organisations des Nations Unies à les mettre en œuvre de manière efficace et efficiente ainsi qu’à les financer.
61. L’équipe de pays des Nations Unies travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Bangladesh. Le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2022-2026) formulé conjointement avec le gouvernement du Bangladesh vise à soutenir les priorités et les objectifs nationaux tels que formulés dans le huitième plan quinquennal (8FYP). Il est essentiel que les Nations Unies et le gouvernement, sous la direction du Coordinateur résident, travaillent de concert ; y œuvrer garantira la responsabilité du SNUD au regard des résultats de la mise en œuvre du Programme 2030. Ce dernier, ainsi que l’initiative Unité d’action des Nations Unies, pourrait être redynamisé par la récente arrivée du nouveau Coordonnateur résident ainsi que de plusieurs nouveaux chefs d’organismes.
62. La coopération entre les organisations des Nations Unies à Cox’s Bazar semble bonne et l’ensemble du personnel des Nations Unies s’engage à soutenir la réponse à la crise des déplacés rohingyas. L’efficacité et l’efficience de la coordination, afin d’éviter autant que possible les doublons et les chevauchements de structures, doivent toutefois rester de mise.

**Annexe 1. Délégation présente lors de la visite sur le terrain**

* S.E. MmeYoka Brandt, Présidente du Conseil d’administration du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS ainsi qu’Ambassadrice et Représentante permanente du Royaume des Pays-Bas auprès des Nations Unies (cheffe de la délégation)
* S.E. MmeAnna Karin Eneström, Ambassadrice et Représentante permanente de la Suède auprès des Nations Unies
* S.E. M. Luis Antonio Lam Padilla, Ambassadeur et Représentant permanent du Guatemala auprès des Nations Unies
* S.E. MmeLachezara Stoeva, Ambassadrice et Représentante permanente de la Bulgarie auprès des Nations Unies
* S.E. MmeNjambi Kinyungu, Ambassadrice et Représentante permanente adjointe du Kenya auprès des Nations Unies
* MmeMashael Muftah, responsable de l’aide internationale au Qatar Development Fund (QFFD)

Accompagnés par :

* MmeDalita Balassanian, Secrétaire adjointe du Conseil d’administration du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS
* M. Samuel Choritz, Chef de la branche du Conseil d’administration, UNFPA
* M. William Axelsson, Chef du Bureau du Conseil d’administration et des relations extérieures de New York, UNOPS

**Annexe 2. Aperçu des sites du projet et des réunions lors de la visite sur le terrain**

**Dimanche 26 juin 2022**

* Réunion avec l’équipe de pays des Nations Unies au Bangladesh avec le Coordinateur résident des Nations Unies
* Réunion avec les chefs d’organismes du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS au Bangladesh
* Réunion avec le Secrétaire ainsi que d’autres hauts fonctionnaires du ministère de la Santé et du Bien-être familial des Affaires étrangères
* Réunion avec le Secrétaire et d’autres hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères
* Réunion avec les chefs des sous-bureaux des Nations Unies basés à Cox’s Bazar, y compris le Coordinateur principal de l’ISCG

**Lundi 27 juin 2022**

* Visite du projet de gestion des déchets solides et des décharges ainsi que de gestion des risques de catastrophes dans le camp des réfugiés rohingya (PNUD)
* Visite de l’espace adapté aux femmes et du centre communautaire dirigé par des femmes pour rohingyas (UNFPA) dans le camp afin de prendre connaissance des efforts intégrés déployés en matière de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre la violence basée sur le genre, et rencontre avec les sages-femmes chargées de la fourniture des services de planification familiale
* Visite d’une clinique de santé pour personnes âgées, qui propose un programme de nutrition, des consultations médicales, de la kinésithérapie et des services de protection (UNOPS)
* Réunion avec le Commissaire adjoint de Cox’s Bazar et d’autres hauts fonctionnaires suivie d’une réunion d’information sur le plan de développement du district et le projet de localisation des ODD (initiative de plusieurs organisations des Nations Unies)
* Réunion avec le RRRC pour Cox’s Bazar
* Réception avec les partenaires et les parties prenantes de Cox’s Bazar

**Mardi 28 juin 2022**

* Visite des communautés de réfugiés climatiques dans le bidonville de Samity Para à Cox’s Bazar en la présence du maire local (PNUD, VNU)
* Visites du programme conjoint de santé et de soutien aux femmes dans le district de Cox’s Bazar à l’hôpital du district de Sadar (UNFPA, UNICEF, OIM, OMS) et du spectacle de marionnettes du théâtre du développement sur le thème de la violence basée sur le genre (dans le cadre du projet susmentionné)

**Mercredi 29 juin 2022**

* Réunion avec la Direction générale de l’Office de contrôle des médicaments et visite d’un laboratoire (UNOPS)
* Réunion avec le Secrétaire de l’ERD du ministère des Finances et d’autres hauts fonctionnaires
* Réunion avec le directeur du projet a2i (PNUD, FENU, UNICEF, UNFPA, OIT, UNOPS, FAO)
* Réunion avec le Secrétaire du ministère de la Gestion des catastrophes et des secours et les parties prenantes du PNR (PNUD, UNOPS, ONU Femmes).
* Visite du bidonville urbain de Duaripara dans le cadre du programme conjoint sur la santé menstruelle et le soutien à l’hygiène pour les adolescentes (UNFPA, PAM)
* Visite du bidonville urbain de Mirpur Ceramics dans le cadre du NUPRP (PNUD, VNU).

**Jeudi 30 juin 2022**

* Réunion avec le Secrétaire et d’autres hauts fonctionnaires de la Division des collectivités locales du ministère des Collectivités locales, du Développement rural et des Coopératives
* Réunion avec le Secrétaire et d’autres hauts fonctionnaires du ministère de l’Environnement, des Forêts et du Changement climatique
* Réunion de bilan de la visite sur le terrain avec l’ERD du ministère des Finances et du ministère des Affaires étrangères
* Rencontre avec le personnel des bureaux du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS
* Réunion de bilan avec les chefs d’agences du PNUD, de l’UNFPA et de l’UNOPS ainsi que la délégation au sujet de la visite sur le terrain

**Annexe 3. Termes de référence relatifs à la visite sur le terrain**

Les termes de référence sont disponibles sur le site Web du Conseil d’administration

**Liste des acronymes**

**8FYP :** huitième plan quinquennal

**a2i :** Aspire to Innovate

**ERD :** Division des relations économiques (Economic Relations Division, Bangladesh)

**FAO :** Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture

**VBG :** violence basée sur le genre

**PIB :** produit intérieur brut

**OIT :** Organisation internationale du travail

**OIM :** Organisation internationale pour les migrations

**ISCG :** Groupe de coordination intersectorielle (Inter-Sector Coordination Group)

**PMA :** pays les moins avancés

**ONG :** organisation non gouvernementale

**PNR :** Programme national de résilience (National Resilience Programme)

**NUPRP :** Programme national de réduction de la pauvreté urbaine (National Urban Poverty Reduction Programme)

**QFFD :** Qatar Fund for Development (Fonds de développement du Qatar)

**RMG :** vêtements prêts-à-porter (ready-made garments)

**RRRC :** Commissaire en charge de l’aide et du rapatriement des réfugiés

**SRHR :** santé et droits sexuels et reproductifs

**UMIC**: pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

**FENU :** Fonds d’équipement des Nations Unies

**UNCT :** Équipe de pays des Nations Unies

**PNUD :** Programme des Nations Unies pour le développement

**SNUD :** Système des Nations Unies pour le développement

**UNFPA :** Fonds des Nations Unies pour la population

**UNOPS :** Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets

**UNSDCF :** cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

**VNU :** Volontaires des Nations Unies

**ONU Femmes :** Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes

**PAM :** Programme alimentaire mondial

**OMS :** Organisation mondiale de la santé

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**